



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

3 octobre 2014

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 5 novembre 2014.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9* : *demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 10* : *flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 11* : *taux de chômage (Insee)*

◆ **Emploi**

- *Page 12* : *offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 13* : *évolution récente de l'intérim*
- *Page 14* : *évolution récente de l'emploi salarié*

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 16* : *activité partielle*
- *Page 17* : *procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En août 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a baissé de -0,7 % en Île-de-France (données CVS) et de -0,3 % en France métropolitaine. Il s'agit du deuxième mois consécutif de baisse en Île-de-France. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits a diminué de -0,8 % dans la région et de -0,1 % en France métropolitaine. Contrairement au mois précédent, la catégorie ABC affiche donc aussi une baisse.

Le nombre des sorties pour défaut d'actualisation enregistrées au mois d'août 2013 a été inhabituellement élevé (du fait d'une défaillance dans l'acheminement des messages de relance). Ceci a eu un impact à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin août 2013, et empêche une interprétation fiable des variations annuelles.

La demande d'emploi des femmes connaît une baisse plus marquée que celle des hommes en août 2014 (-1,1 % contre -0,6 % en catégorie ABC), confirmant un peu plus la tendance observée depuis quelques mois en Île-de-France, avec une évolution plus favorable pour les femmes.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC a fortement diminué en Île-de-France (-1,9 %) au mois d'août, et reste quasiment stable en France métropolitaine (-0,1 %). La hausse qui touche les seniors reste modérée au mois d'août, comparée au niveau moyen observé depuis 2008.

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active, stable par rapport au trimestre précédent.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands est resté stable au 1^{er} trimestre 2014, alors qu'il baisse légèrement en France métropolitaine. Mais l'intérim est en légère baisse au 2^{ème} trimestre 2014, en particulier dans le BTP et la construction de véhicules de transport.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois d'août 2014, le nombre de demandes d'autorisation d'activité partielle est le plus faible depuis le début de l'année. Comme au mois précédent, le secteur de la construction et celui du commerce consomment un volume d'heures important. Les procédures de licenciement collectif menacent un nombre d'emplois très faible en août 2014, peu représentatif du niveau observé depuis le début de l'année.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2014

En août 2014, la demande d'emploi de catégorie A a diminué en Île-de-France de -0,7 % après correction des variations saisonnières. Elle a diminué de -0,3 % en France métropolitaine.

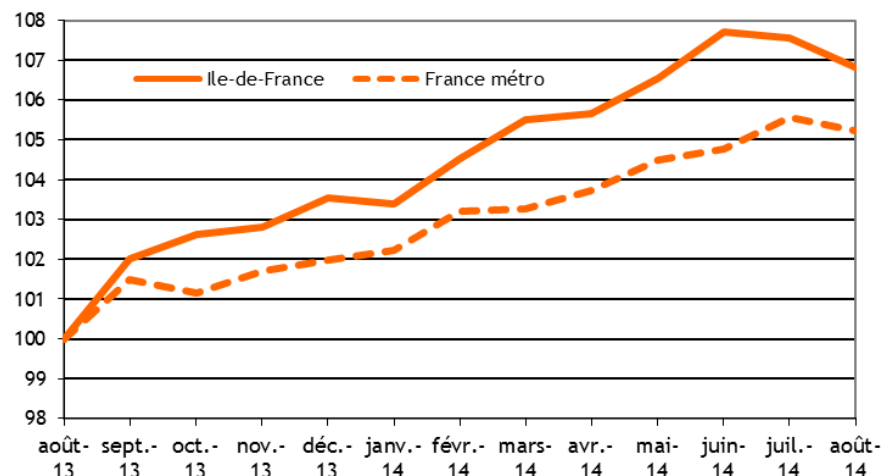
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés a diminué de -0,8 % dans la région, et de -0,1 % en France métropolitaine.

Le nombre de sorties ayant été surestimé en août 2013, en raison de la défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux demandeurs d'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi à la fin août 2013 a été sous-estimé, ce qui rend impossible l'interprétation des variations annuelles.

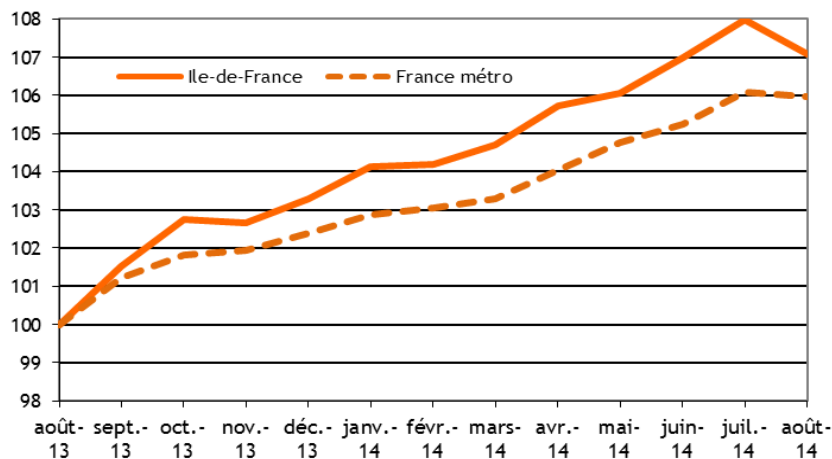
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégorie A recule donc pour le second mois consécutif, mais cette fois le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC diminue également.

Août 2014	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	644 560	3 413 300	-0,7	-0,3	6,8	5,2
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	898 720	5 078 000	-0,8	-0,1	7,1	6,0

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en août 2013)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en août 2013)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2014

En août 2014, tous les départements franciliens affichent une baisse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, allant de -0,2 % à Paris jusqu'à -1,1 % en Seine-et-Marne.

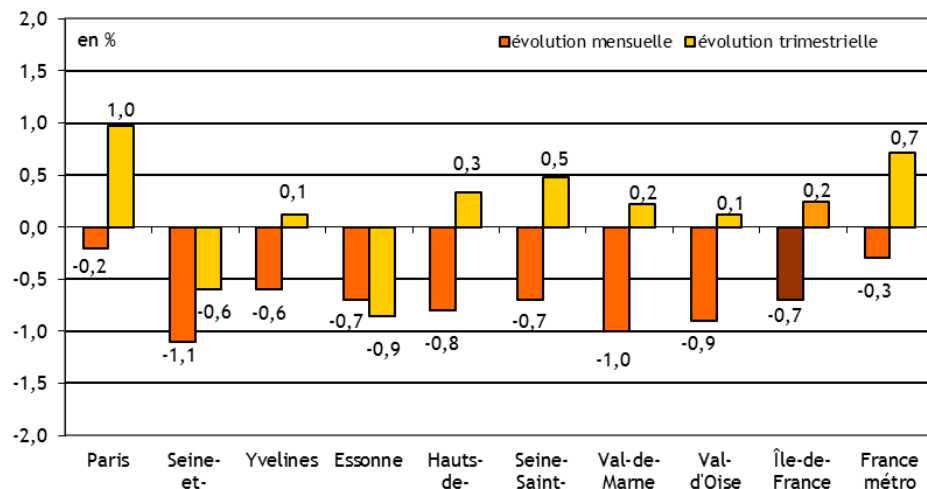
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi diminue aussi dans tous les départements, avec la plus faible baisse à -0,4 % en Essonne et la plus forte encore une fois pour la Seine-et-Marne, avec -1,2 %.

On observait au début de l'année une hausse plus franche du nombre de demandeurs d'emploi en Île-de-France par rapport au niveau national. La tendance semble s'inverser depuis quelques mois, comme le montrent les évolutions trimestrielles plus faibles en région francilienne, surtout en catégorie A.

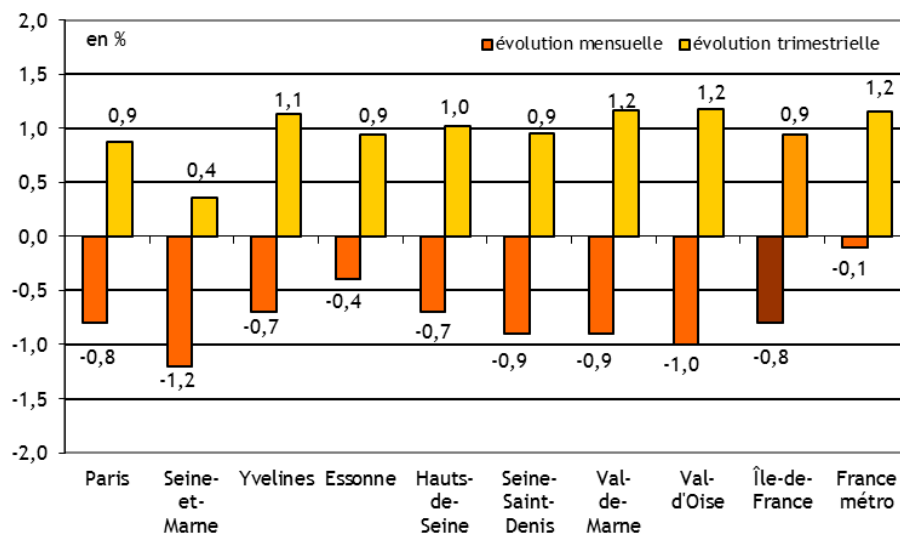
Au final, les évolutions depuis fin décembre 2013 sont très proches pour l'Île-de-France et la France métropolitaine (en catégorie A et ABC).

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	131 980	-0,2	193 120	-0,8
Seine-et-Marne	63 380	-1,1	89 920	-1,2
Yvelines	61 070	-0,6	84 930	-0,7
Essonne	54 330	-0,7	77 490	-0,4
Hauts-de-Seine	77 250	-0,8	106 590	-0,7
Seine-Saint-Denis	115 110	-0,7	153 640	-0,9
Val-de-Marne	72 030	-1,0	98 190	-0,9
Val-d'Oise	69 410	-0,9	94 840	-1,0
Île-de-France	644 560	-0,7	898 720	-0,8
France métropolitaine	3 413 300	-0,3	5 078 000	-0,1

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

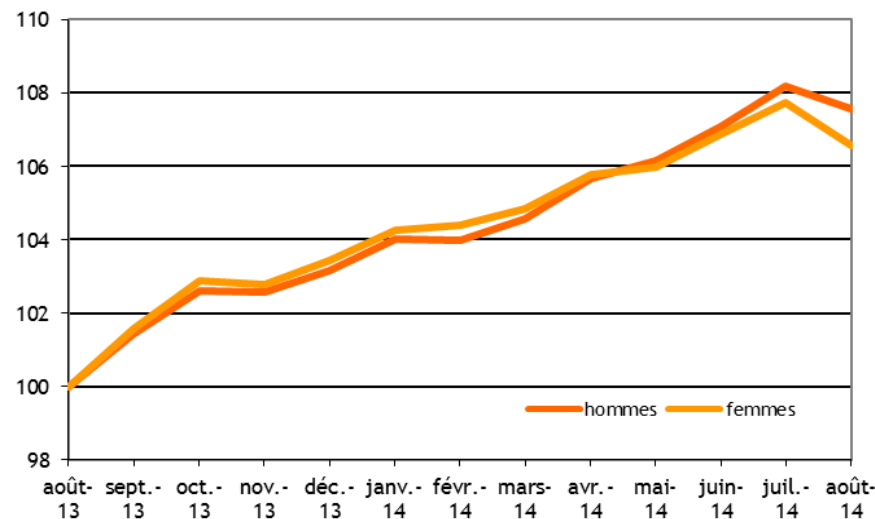


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2014

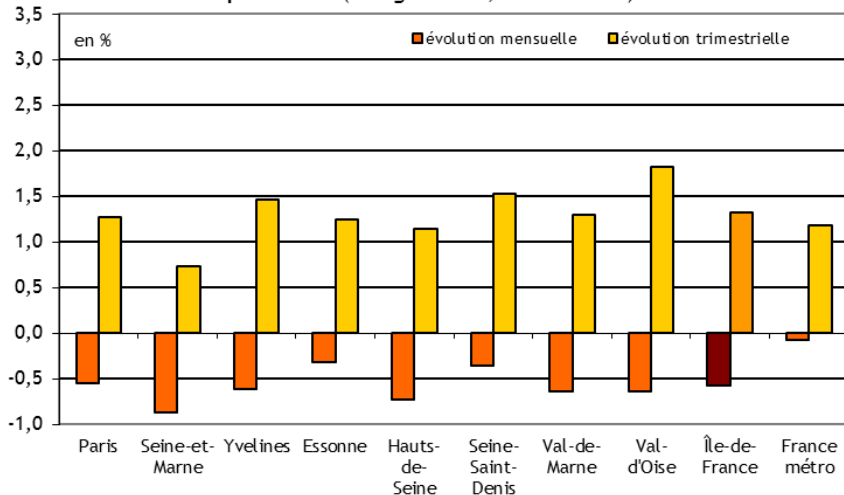
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des femmes en Île-de-France a diminué en août 2014 de -1,1 %, et celle des hommes de -0,6 %.
- Au mois d'août, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est plus marquée chez les femmes que chez les hommes dans tous les départements franciliens, excepté les Hauts-de-Seine.
- Ainsi, sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +0,5 % en Île-de-France alors que la hausse atteint +1,3 % pour les hommes. L'écart observé entre hommes et femmes, avec une évolution plus favorable pour ces dernières, continue de s'accroître en Île-de-France, alors que les évolutions sont proches au niveau national.

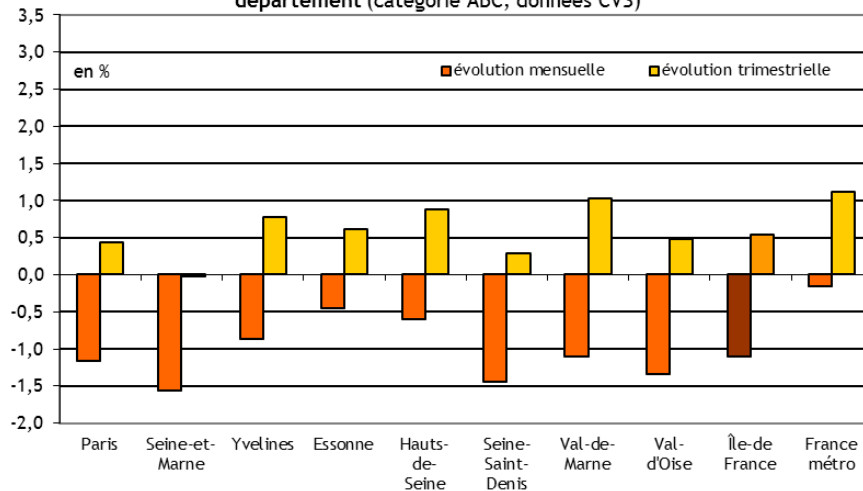
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 août 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

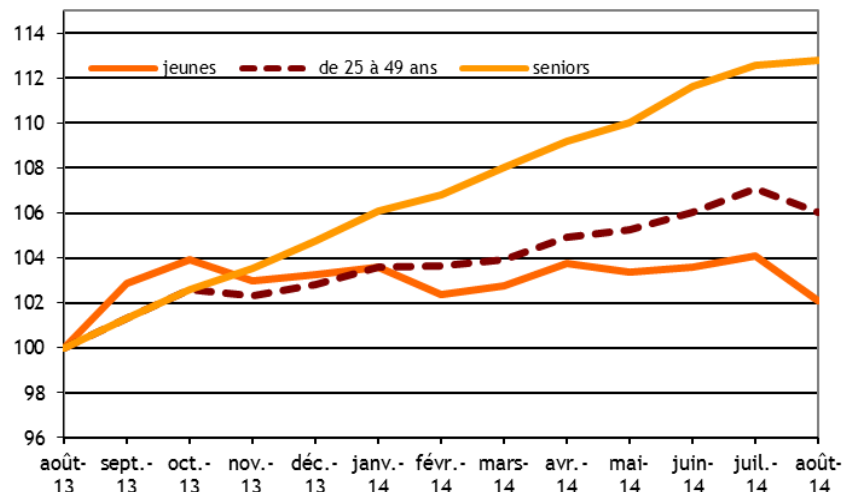


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2014

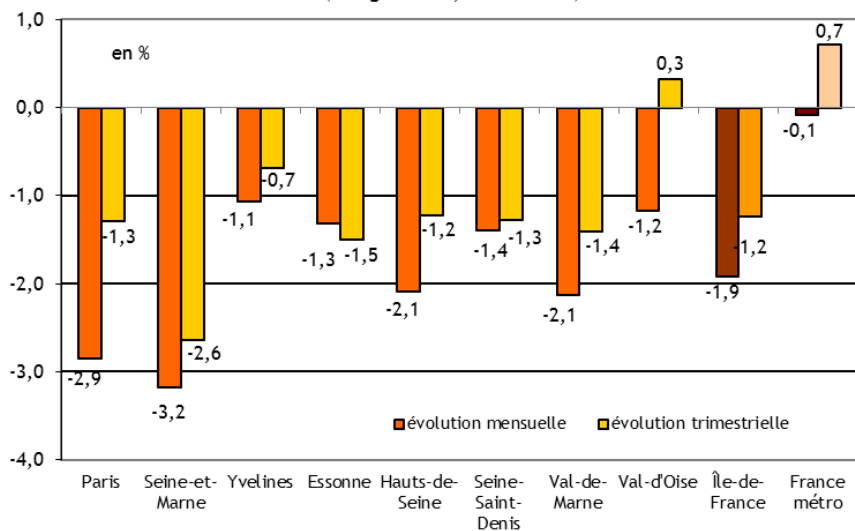
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi diminue fortement (-1,9 %) en juillet 2014 en région francilienne et très légèrement en France métropolitaine (-0,1 %). Sur trois mois, le nombre de jeunes inscrits baisse de -1,2 % en Île-de-France, tandis qu'il croît (+0,7 %) au niveau national.
- Le Val-d'Oise est le seul département francilien où le nombre de jeunes inscrits a augmenté sur les trois derniers mois (+0,3 %). La Seine-et-Marne affiche la plus forte baisse, -2,6 % sur les trois derniers mois.
- Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus augmente modestement en août 2014, que ce soit en Île-de-France (+0,2 %) ou en France métropolitaine (+0,3 %), contrastant avec les fortes hausses des mois précédents.

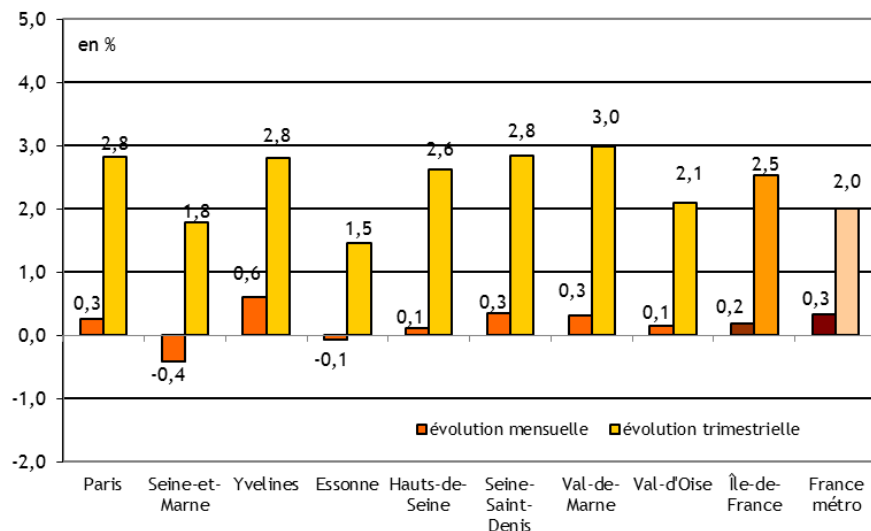
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 août 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2014

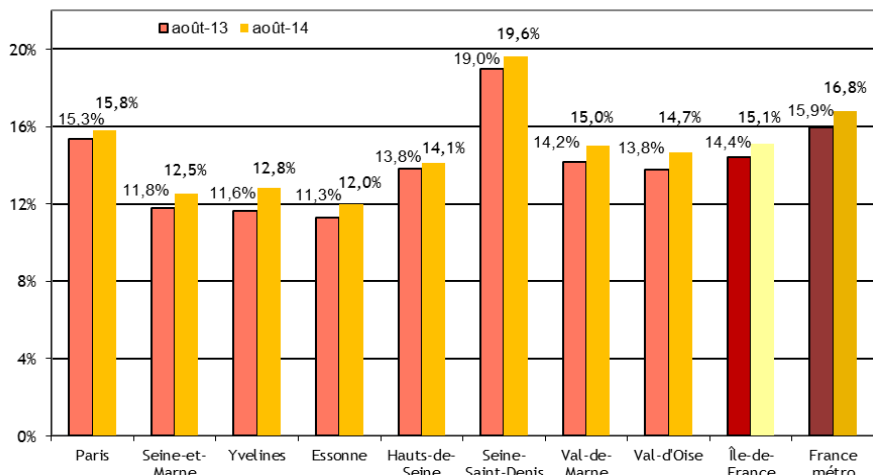
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En août 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,4 % en Île-de-France et recule légèrement (-0,1 %) en France métropolitaine.

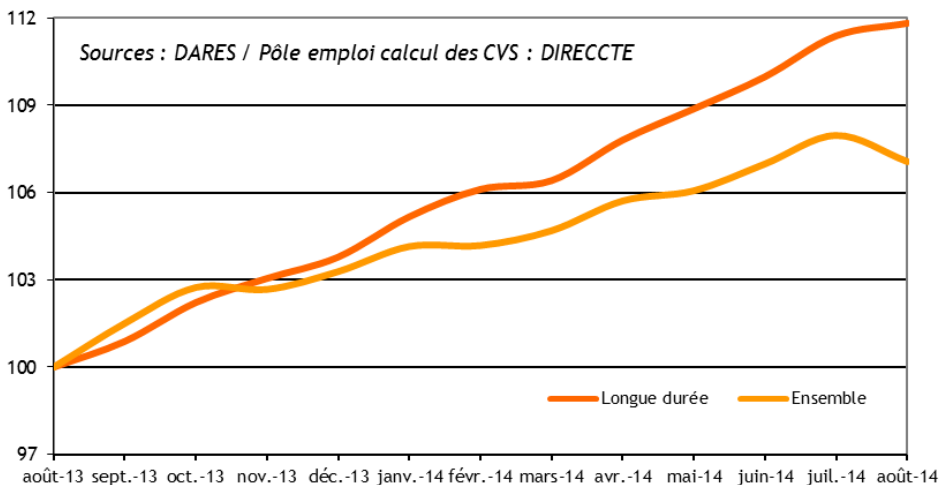
Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée avait augmenté de manière très marquée en Île-de-France ces derniers mois, ce qui se répercute sur l'évolution trimestrielle observée. La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus atteint désormais 42,5 %.

15,1 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, contre 16,8 % en France métropolitaine. Pour les raisons déjà évoquées, la variation annuelle n'est pas interprétable.

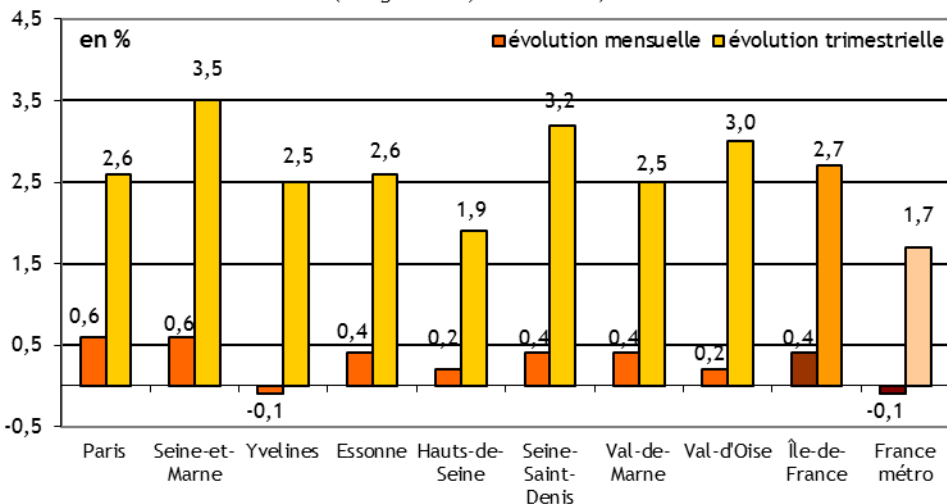
Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 août 2013)



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les entrées et les sorties à la fin du mois d'août 2014

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

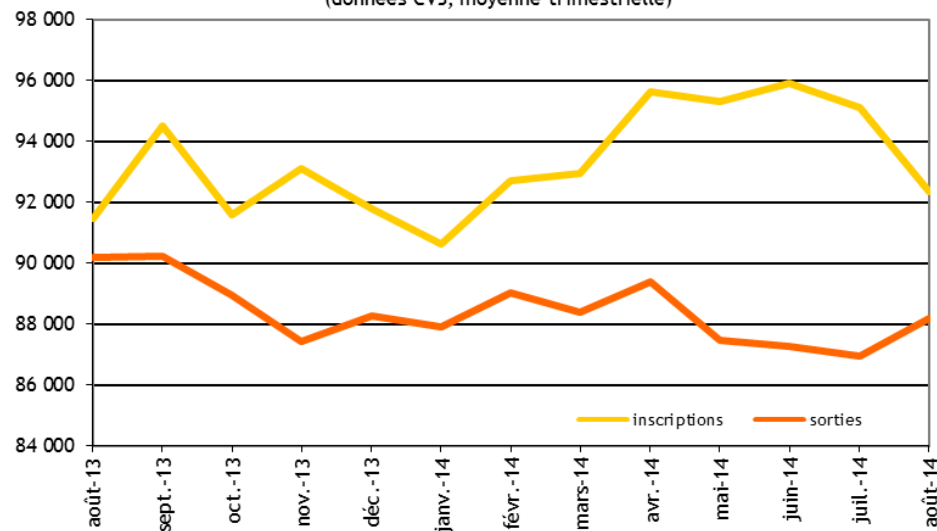
En août 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi a fortement chuté par rapport au mois précédent (données corrigées des variations saisonnières). Le nombre de sorties a, quant à lui, très légèrement reculé.

En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées baisse donc sous l'effet de la forte baisse du dernier mois. Le nombre de sorties, en revanche, augmente. Ainsi l'écart entre le nombre des entrées et des sorties se réduit, alors qu'on observait depuis le début de l'année une accentuation de cette différence.

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 43 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, les premières entrées (8 % des motifs d'inscription au total) et les fins de contrat à durée déterminée (21 % des motifs) baissent. En revanche, les entrées pour licenciement (15 % des motifs) enregistrent une hausse importante.

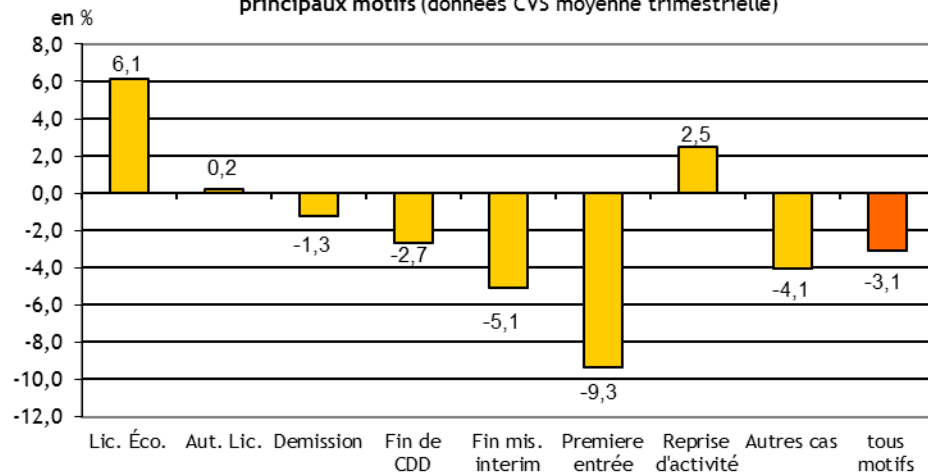
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 51 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (16 % des motifs) diminuent légèrement. Les radiations administratives (12 % des motifs) augmentent très fortement.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2014

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^{ème} trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétopolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

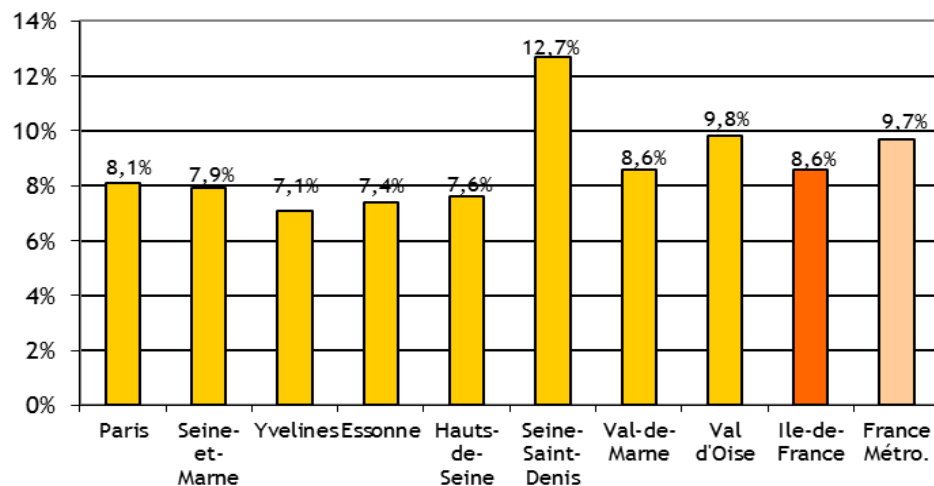
□ Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au dernier trimestre 2013. En France métropolitaine, il est également resté stable, à 9,7 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France baisse de -0,1 point ; il baisse de -0,2 point sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien reste inférieur de 1,1 point au taux national (hors DOM).

□ Comme au trimestre précédent, le taux de chômage a très peu varié dans les départements franciliens. Il augmente de +0,1 point dans les Yvelines, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis, et demeure stable dans le reste de la région.

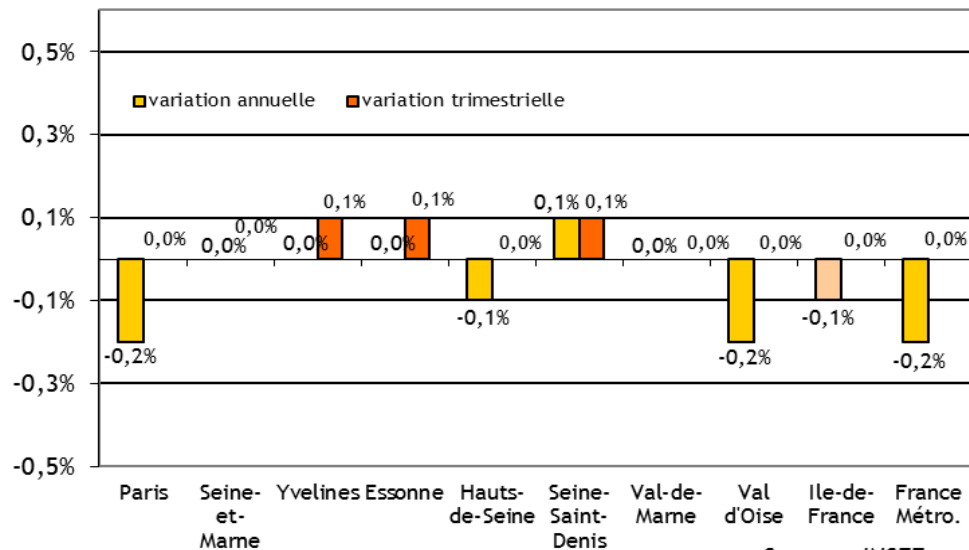
□ Sur un an, seule la Seine-Saint-Denis voit son taux de chômage augmenter légèrement, de +0,1 point.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2014



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2014



Source : INSEE

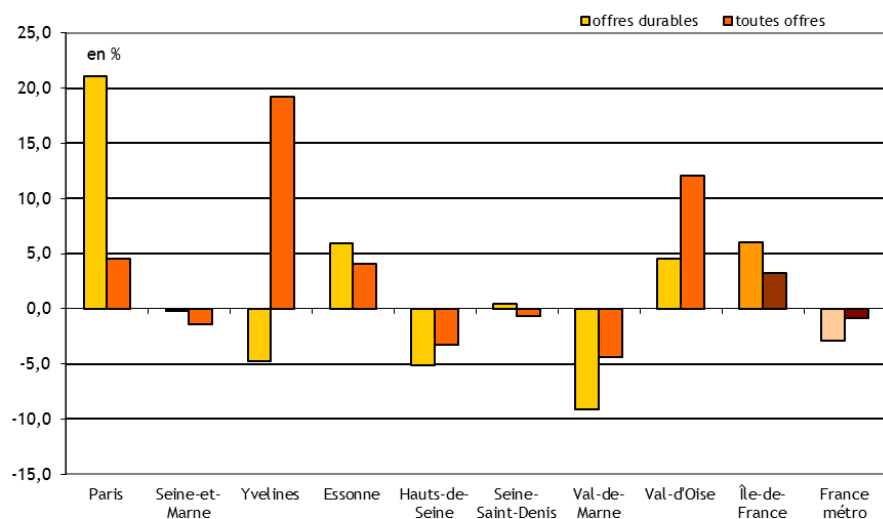
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin août 2014

En août 2014, 42 090 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 25 320 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Après deux mois de hausse, le nombre d'offres recule sensiblement.

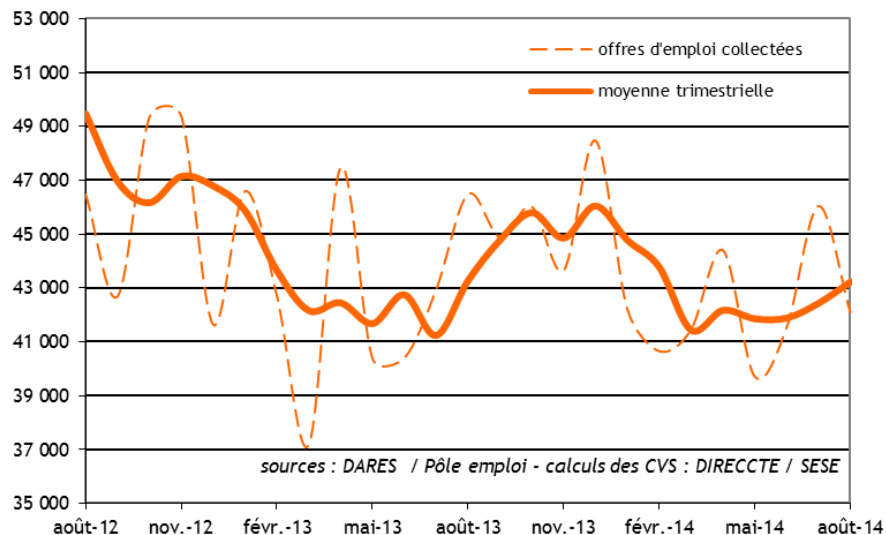
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente, une hausse qui est attribuable aux offres d'emploi durables. Les offres non durables baissent en effet très légèrement sur la période.

En France métropolitaine, on note cette fois une baisse qui touche les offres durables, alors que les offres non durables augmentent.

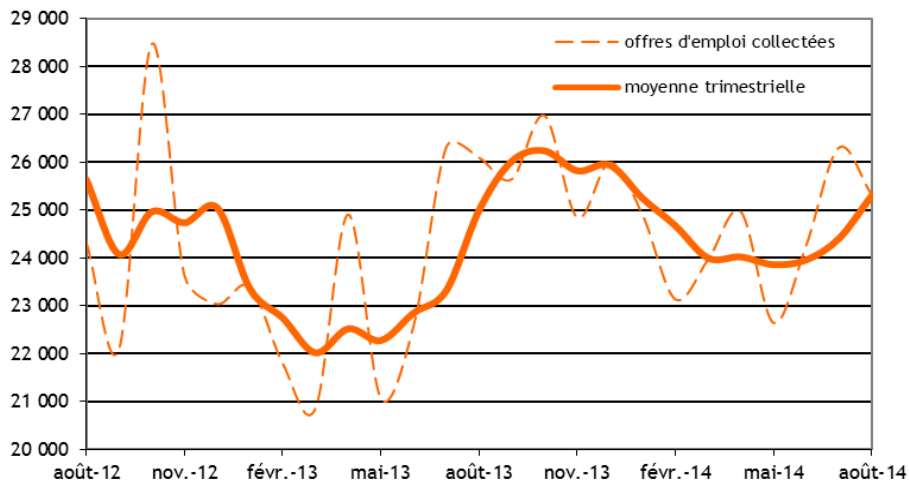
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis Août 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis Août 2012 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

L'intérim à fin juin 2014

287 500 contrats d'intérim ont été signés au mois de juin 2014 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 90 900 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

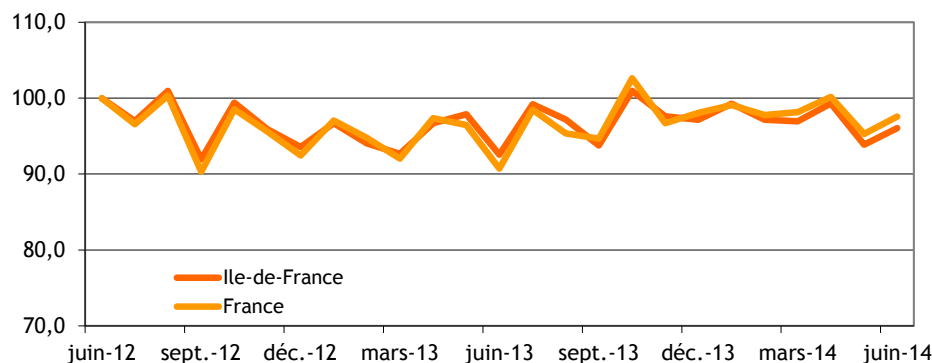
Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. En moyenne, sur le 2^{ème} trimestre 2014, le nombre d'intérimaires est toutefois en diminution : -1,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2014 (données CVS), soit une baisse plus marquée qu'au niveau national.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie continue de baisser, même si le rythme est moins soutenu qu'en début d'année 2014 : -0,4% pour le nombre d'intérimaires en EETP par rapport au 1^{er} trimestre 2014. En particulier, la fabrication de matériels de transport enregistre un recul de -6,1% en un trimestre.

Après une année 2013 en forte hausse, le BTP continue à enregistrer un net recul : -13,7% ce trimestre par rapport au 4^{ème} trimestre 2013.

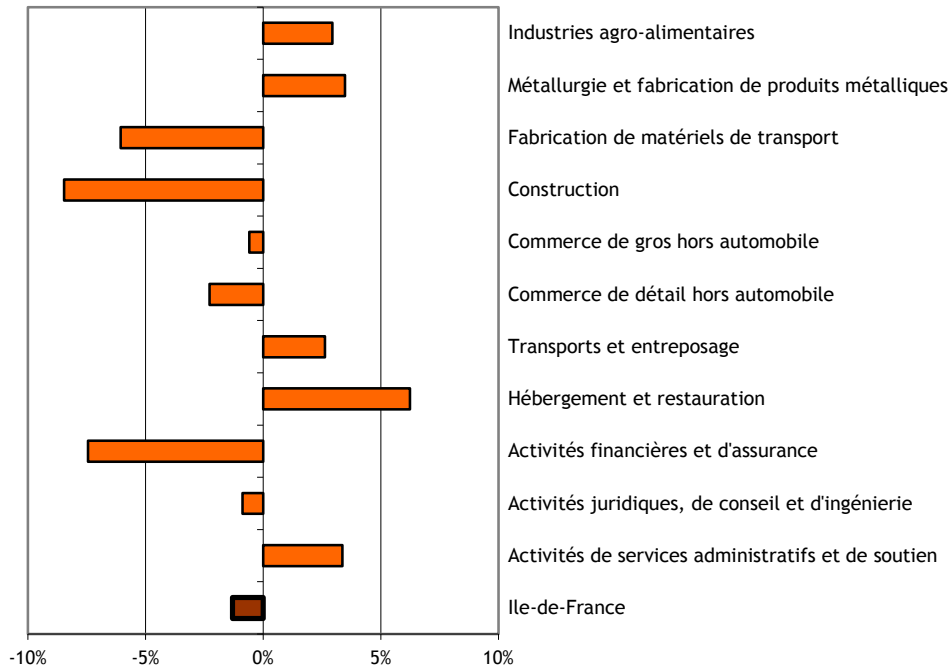
L'intérim est en légère hausse dans le tertiaire (+0,7% par rapport au 1^{er} trimestre 2014), avec des différences suivant les principaux secteurs : des hausses dans l'hébergement et la restauration, le transport et entreposage, et les activités de services administratifs et de soutien (resp. +6,2%, +3,4% et 2,6%) et une baisse dans les activités financières et le commerce de détail (resp. -7,4% et -2,3%).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin juin 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

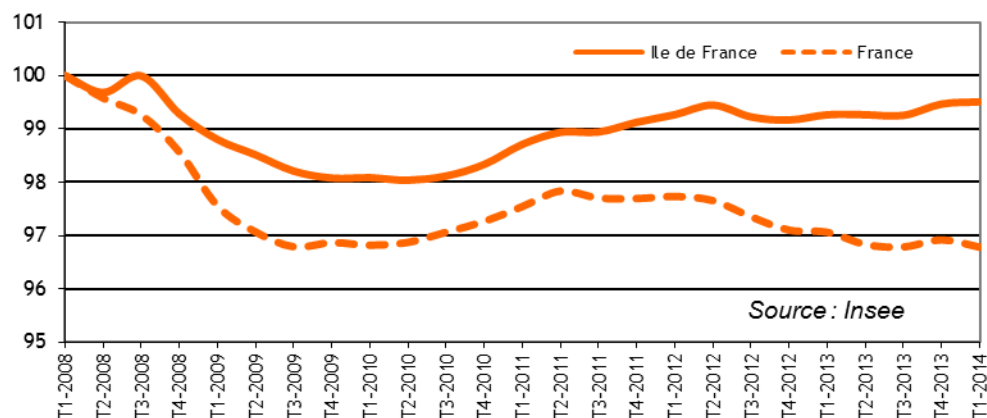
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 281 502	7 678	0,6	11 867	0,9
Seine-et-Marne	300 904	-178	-0,1	-1 205	-0,4
Yvelines	367 103	-6 144	-1,6	-6 628	-1,8
Essonne	300 164	1 251	0,4	2 600	0,9
Hauts-de-Seine	814 377	-1 021	-0,1	-572	-0,1
Seine-Saint-Denis	394 470	588	0,1	4 777	1,2
Val-de-Marne	356 304	410	0,1	587	0,2
Val-d'Oise	262 261	-885	-0,3	-1 486	-0,6
Ile-de-France	4 077 085	1 699	0,0	9 940	0,2
France métropolitaine	15 432 600	-21 800	-0,1	-44 600	-0,3

Source : Insee

❑ Après une légère augmentation au dernier trimestre 2013, le nombre d'emplois salariés au premier trimestre 2014 a peu évolué en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+1 700 emplois, soit +0,0 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il baisse de -0,1 %.

❑ Sur un an, l'emploi francilien a augmenté de +0,2 %, alors qu'il a diminué de -0,3 % en France métropolitaine.

❑ Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions très différentes au premier trimestre. L'emploi salarié marchand augmente nettement à Paris (+0,6 %, plus de 7 000 postes gagnés) et en Essonne (+0,4 %, soit plus de 1 000 postes). Dans le même temps, les Yvelines perdent plus de 6 000 postes (-1,6 %).

❑ En rythme annuel, on observe aussi des situations très disparates selon les départements, mais qui vont globalement dans le sens des évolutions de ce trimestre. Paris, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis enregistrent un gain de postes par rapport au premier trimestre 2013. En revanche les Yvelines, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne enregistrent une diminution de l'emploi salarié marchand.

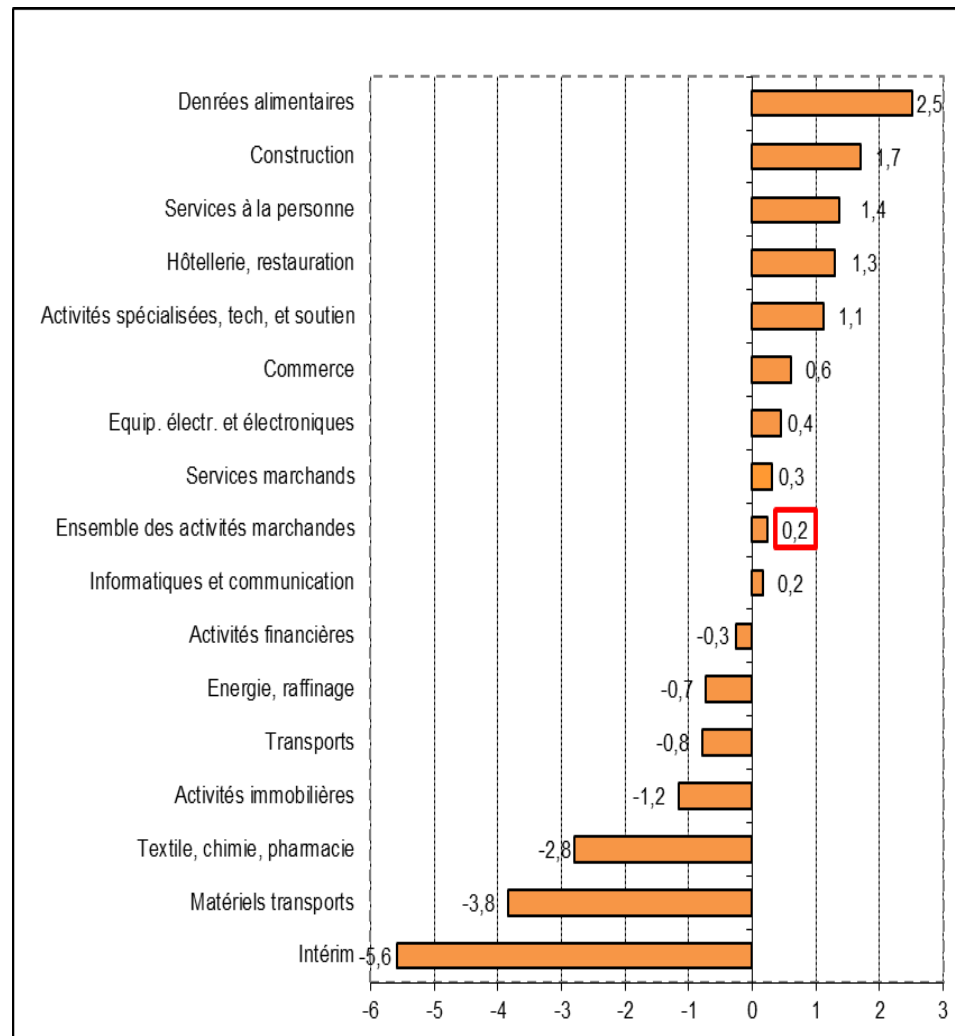
L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014

❑ Au premier trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie baisse à nouveau légèrement en Île-de-France (-0,2 %). Le nombre d'emplois a augmenté dans le secteur du commerce (+0,4 %) et très légèrement dans celui de la construction (+0,1 %). Dans les services marchands, l'emploi reste stable.

❑ En un an, la construction a créé plus de 4 500 emplois dans la région (+1,7 %). Le commerce enregistre une hausse de plus de 4 000 emplois (+0,6 %). Seule l'industrie connaît une baisse de l'emploi salarié marchand, avec un peu moins de 7 000 emplois perdus (-1,5 % sur un an). En son sein, le secteur des « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) perd 5 000 emplois et celui des matériels de transports perd 3 000 emplois.

❑ Les services marchands ont gagné 8 000 emplois (+0,3 % sur un an), mais on observe des évolutions différentes selon les services. 9 800 postes ont été créés dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) parmi lesquels 5 300 postes pendant le seul premier trimestre 2014. A l'inverse, l'intérim perd 4 800 emplois sur un an, du fait d'une forte perte de 6 200 emplois au premier trimestre 2014. L'hôtellerie et restauration et les services à la personne gagnent respectivement 3 700 et 3 300 postes. Le secteur des transports enregistre une baisse de 2 900 postes.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en août 2014

En août dernier, 45 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre est le plus faible depuis le début de l'année.

Elles correspondent à 319 460 heures de travail autorisées à être chômées.

En août 2014, une seule autorisation importante portait sur 140 000 heures d'activité partielle, au bénéfice d'un établissement séquano-dionysien de réparation d'équipements de communication.

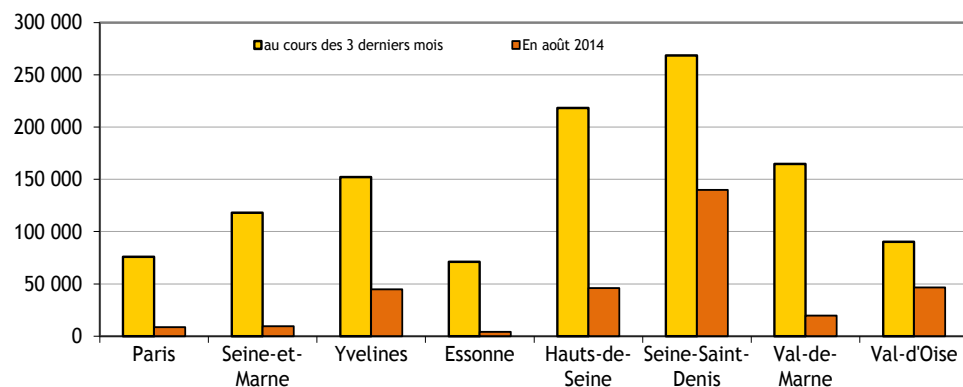
Le département de la Seine-Saint-Denis concentre donc le plus d'heures autorisées avec près de 44 % des heures demandées sur l'Ile-de-France.

Les départements du Val-d'Oise, des Hauts-de-Seine et des Yvelines regroupent au total 43 % des heures d'activité partielle autorisées.

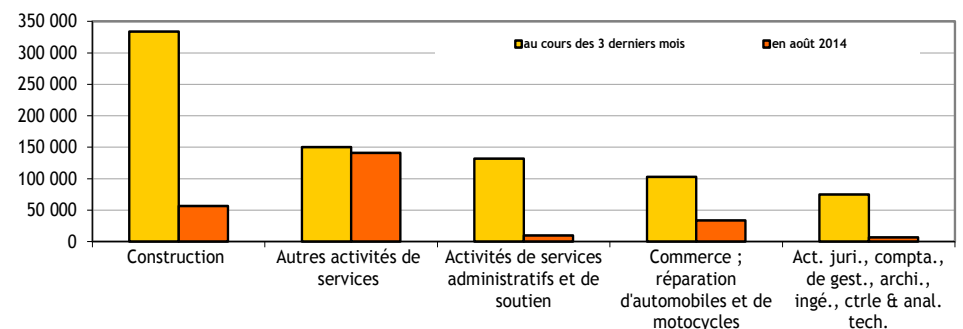
Le secteur de la construction a demandé 56 579 heures réparties en 10 demandes. C'est le deuxième secteur qui concentre le plus d'heures ce mois-ci.

Le secteur du commerce a obtenu des autorisations pour près de 34 000 heures. La majorité de ces heures concerne le commerce de gros.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées

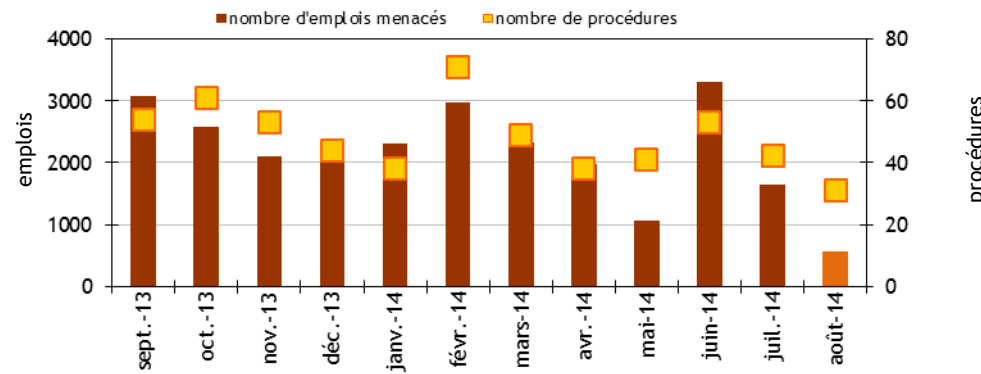


Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en août	45	7	7	4	4	8	1	5	9
cumul 2014	927	158	109	131	108	103	93	90	135
Heures associées en août	319 460	8 630	9 645	44 821	4 257	45 876	140 000	19 711	46 520
cumul 2014	4 137 421	781 856	337 818	732 040	381 191	580 272	394 152	437 065	493 027
Salariés concernés en août	2 142	26	59	129	31	119	1 400	56	322
cumul 2014(sans doubles comptes)	15 907	1 614	950	5 490	1 598	2 008	1 981	803	1 463

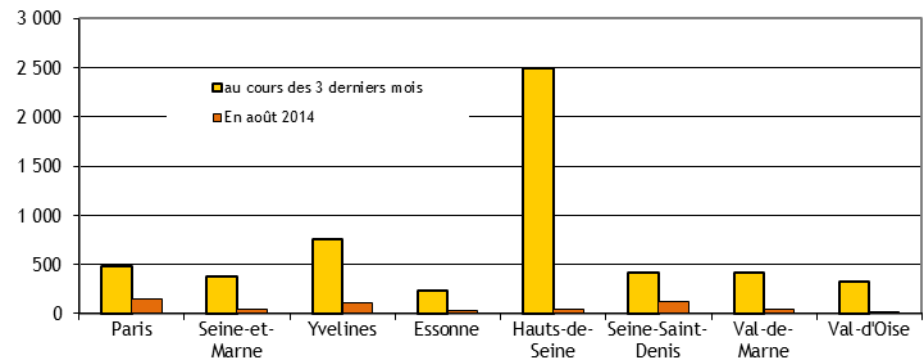
Les procédures de licenciement collectif en août 2014

- En août 31 procédures concernant 570 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte.
- Parmi ces emplois, 373 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.
- Les très faibles chiffres du mois d'août semblent peu significatifs. Seuls les chiffres des liquidations judiciaires sont dans la lignée des autres mois de l'année.
- Depuis le début de l'année 2014, 16 163 postes ont été menacés par des procédures collectives de licenciement. Ce chiffre est assez élevé, du même ordre de grandeur que ceux des deux dernières années.
- Les départements les plus affectés depuis le début de l'année, en proportion de l'emploi local, sont les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis, avec 5,6 emplois menacés sur 1 000 situés sur le territoire.
- Aucun département n'est véritablement épargné puisque le département de Paris, le moins touché, compte 2 emplois locaux menacés sur 1000.

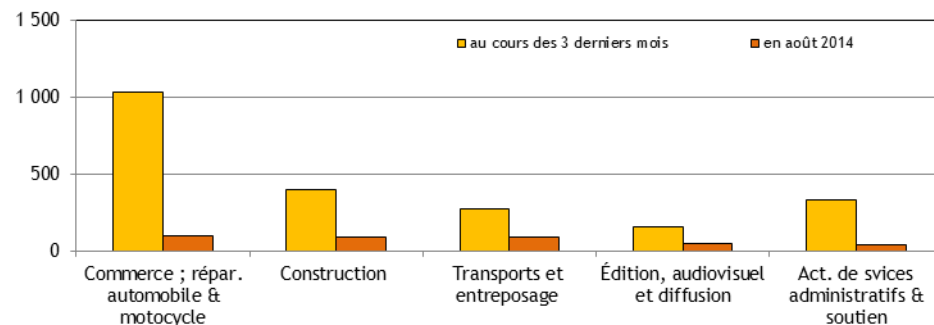
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en août	31	9	3	4	1	3	7	3	1
cumul 2014	363	65	46	31	27	85	33	44	32
Salariés concernés	570	155	44	111	32	41	123	39	25
cumul 2014	16 163	2 690	909	1 398	1 103	4 948	2 400	1 342	1 373